SUPPORT DE COURS ET EXERCICES PRATIQUES TECHNIQUES BANCAIRES (MACRO)

En relation avec la BCRG

Elaboré par Kerfalla SYLLA

2025-2026

FORMATEUR : M. KERFALLA SYLLA
CPFP

SOMMAIRE

SOMMAIRE ---------- 1
INTRODUCTION ---------- 2
PARTIE 1 : L'ÉTAT ET LE SYSTÈME BANCAIRE : FLUX ET MOYENS DE PAIEMENT ---------- 3
PARTIE 2 : LE COMPTE UNIQUE DU TRÉSOR (CUT) À LA BCRG ---------- 7
PARTIE 3 : LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS : MÉCANIQUES DE FINANCEMENT -------- 15
PARTIE 4 : LA BCRG : RÉGULATEUR, SUPERVISEUR ET CONSEILLER ---------- 20
PARTIE 5 : COORDINATION POLICY-MIX ET ENJEUX STRATÉGIQUES ---------- 25
CONCLUSION ---------- 30
ANNALES DES ANCIENS SUJETS ---------- 31
TABLE DES MATIERES ---------- 42

Elaboré par Kerfalla SYLLA

INTRODUCTION

Bienvenue dans ce cycle de perfectionnement dédié aux relations entre le système bancaire et les finances publiques.

Ce cours ne doit pas être confondu avec un cursus universitaire classique en économie ou en gestion bancaire.

Pour vous, Cadres de l'administration publique, il convient de préciser que : Dans une économie moderne, la frontière entre les finances publiques et le système bancaire est poreuse. L'État n'est pas seulement un régulateur ; il est le plus grand client des banques, le premier émetteur de titres sur le marché financier et le garant de la stabilité monétaire via sa Banque Centrale. La banque n'est pas seulement une institution commerciale, mais un levier stratégique de l'action de l'État. C'est pourquoi, ce cours a pour ambition de vous doter d'une vision transversale de ces interactions.

I. Pourquoi une approche spécifique pour les fonctionnaires ?

L'objectif de cette formation est de passer de la théorie académique à la maîtrise des rouages financiers de l'État. Là où un étudiant apprend le fonctionnement "micro" d'une agence bancaire, le fonctionnaire doit comprendre les enjeux "macro" de la souveraineté financière.

Le tableau ci-dessous résume le changement de paradigme que nous allons adopter tout au long de ce module :

Thème	Approche étudiant (théorique)	Approche fonctionnaire (opérationnelle)
Le Compte	Apprendre la procédure d'ouverture d'un compte courant classique.	Maîtriser la gestion et le nivellement du Compte Unique du Trésor (CUT) à la BCRG.
Le Crédit	Étudier les différents types de prêts immobiliers ou à la consommation.	Analyser l'émission de Titres Publics (BTA/OTA) pour le financement du budget national.
La BCRG	Mémoriser la définition et les agrégats de la masse monétaire.	Comprendre la BCRG dans ses rôles d'agent financier et de conseiller stratégique de l'État.
Réglementation	Apprendre par cœur les ratios prudentiels de Bâle.	Évaluer l'impact de la solidité des banques sur la résilience et la solvabilité de l'État.

II. Les enjeux du triangle Trésor - BCRG - banques primaires

En tant qu'auditeurs du Centre de Perfectionnement en Finances Publiques, votre rôle est au cœur de la stabilité économique de la Guinée. Comprendre les techniques bancaires sous cet angle vous permettra de :

1. Optimiser la liquidité de l'État pour éviter des coûts d'emprunt inutiles.
2. Garantir la sécurité des recettes publiques grâce aux circuits de nivellement modernes.
3. Anticiper les risques systémiques qui pourraient impacter le budget de l'État.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

PARTIE 1 : L'ÉTAT ET LE SYSTÈME BANCAIRE : FLUX ET MOYENS DE PAIEMENT

Dans une économie moderne, l'État n'est pas un acteur isolé ; il est le client institutionnel le plus important du système financier. Cette première partie analyse comment les banques primaires servent de relais technique au Trésor Public pour la gestion quotidienne des finances de la nation.

I. L'État, client institutionnel des banques primaires

L'État utilise le réseau des banques commerciales comme un prolongement technique de l'action du Trésor Public, permettant une couverture géographique et une expertise technique que l'administration ne pourrait assurer seule.

A. La collecte des recettes

Les banques agissent comme mandataires pour l'encaissement des impôts (DGI) et des droits de douane (DGD). L'enjeu est la **vitesse de nivellement** (transfert des fonds vers le compte du Trésor).

1. Encaissement délégué

Les banques reçoivent les paiements des contribuables pour le compte de la Direction Générale des Impôts (DGI) et de la Direction Générale des Douanes (DGD).

2. L'enjeu du nivellement

Le point critique réside dans la **vitesse de nivellement**, c'est-à-dire le délai nécessaire pour transférer ces fonds des banques commerciales vers le compte pivot du Trésor à la BCRG.

3. Optimisation

Un nivellement rapide garantit à l'État une disponibilité immédiate de sa liquidité, réduisant ainsi son besoin d'endettement à court terme.

B. L'exécution des dépenses

À l'inverse de la collecte, les banques assurent la distribution des fonds publics vers l'économie réelle. Les banques assurent le paiement des fournisseurs de l'État et des prestations sociales.

1. Paiement des fournisseurs

Une fois l'ordonnancement effectué, les banques dénouent les transactions en créditant les comptes des prestataires de l'État.

2. Prestations sociales

Le système bancaire est le canal privilégié pour la distribution des aides et des prestations sociales, garantissant que les fonds atteignent les bénéficiaires finaux de manière sécurisée.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

II. La bancarisation des agents de l'État

La transition du paiement en numéraire vers le virement bancaire pour les fonctionnaires constitue un pilier de la modernisation des finances publiques guinéennes.

A. Sécurisation et traçabilité

Le passage du paiement manuel au virement bancaire réduit les risques de fonctionnaires fantômes et sécurise la masse salariale.

1. Élimination des fonctionnaires fantômes

L'obligation de détenir un compte bancaire pour percevoir un traitement permet de vérifier l'existence réelle de l'agent et de réduire drastiquement les fraudes à la solde.

2. Sécurisation de la masse salariale

Le virement électronique élimine les risques liés au transport et à la manipulation de larges sommes de numéraire par les comptables publics.

B. Impact sur la liquidité bancaire

Le versement des salaires publics représente une injection massive de liquidités dans le système bancaire chaque mois, influençant les taux d'intérêt à court terme.

1. Injection de liquidités

Le versement simultané des salaires représente une injection massive de fonds dans le système bancaire commercial.

2. Effet sur les taux

Cette abondance de liquidités en fin de mois influence les taux d'intérêt à court terme sur le marché interbancaire. Une coordination étroite avec la BCRG est nécessaire pour anticiper ces fluctuations de liquidité.

III. Les infrastructures de marché et moyens de paiement

Pour assurer ces flux, l'État s'appuie sur des infrastructures technologiques robustes gérées par la Banque Centrale.

A. Le système RTGS

Système de transfert brut en temps réel pour les gros montants. C’est l’autoroute financière reliant le Trésor, la BCRG et les banques.

Le **Real-Time Gross Settlement** est l'infrastructure de pointe pour les paiements d'importance systémique.

1. L’autoroute financière

Il relie en temps réel le Trésor Public, la BCRG et toutes les banques commerciales.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

2. *Usage*

Il est réservé aux transferts de gros montants et aux opérations urgentes où le règlement doit être immédiat et irrévocable.

B. La compensation

Système interbancaire de compensation des chèques et virements de masse.

Contrairement au RTGS, le système de compensation interbancaire traite les opérations de masse.

1. *Traitement par lots*

Il permet de compenser les chèques et les virements de petits montants (comme les salaires ou les bourses).

2. *Efficacité*

Ce système optimise les échanges interbancaires en ne réglant que les soldes nets en fin de journée.

C. Digitalisation et inclusion financière

L'intégration du **Mobile Money** pour le paiement des taxes et amendes, augmentant l'inclusion financière et la rapidité des recettes publiques.

1. *Mobile Money*

L'intégration de la monnaie électronique pour le paiement des taxes et amendes simplifie la vie des usagers et accélère la mobilisation des recettes publiques.

2. *Inclusion financière*

En utilisant le mobile, l'État atteint des zones rurales non bancarisées, renforçant la traçabilité des flux financiers sur l'ensemble du territoire.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques

Exercice 1 : Cartographie des flux du compte unique du Trésor (CUT)

Contexte : Le Ministère de l'Économie et des Finances souhaite intégrer trois nouveaux comptes d'agences autonomes dans le périmètre du CUT. Ces agences collectent des redevances dans les banques primaires A et B.

Travail demandé :

1. Schématisez le circuit que doit parcourir un franc guinéen (GNF) depuis l'encaissement par la banque primaire jusqu'au compte pivot de la BCRG.
2. Expliquez le concept d'**écrêtage journalier** (Zero-balance accounting) dans ce contexte.
3. **Question de réflexion :** Quels sont les trois principaux avantages pour l'État de rapatrier ces fonds plutôt que de les laisser sur les comptes commerciaux ?

Exercice 2 : Diagnostic du circuit de paiement

Un fournisseur de l'État se plaint d'un retard de paiement de 15 jours après l'ordonnancement. En tant que cadre du Trésor, identifiez les quatre points de blocage potentiels dans le circuit bancaire (banque centrale vs banque commerciale) et proposez une solution technique.

Exercice 3 : Arbitrage RTGS vs ACH

Le Trésor doit effectuer deux opérations : (A) un transfert de 50 milliards GNF vers une institution internationale, (B) le virement des bourses de 2 000 étudiants.

Quel système de paiement (RTGS ou ACH) préconisez-vous pour chaque opération ? Justifiez par le risque de règlement.

Exercice 4 : Impact de la bancarisation

La Direction de la Solde décide de bancariser 10 000 nouveaux agents dans une zone rurale. Analysez l'impact sur la liquidité des banques primaires locales lors de la fin du mois et les risques de rupture de numéraire (cash-out).

Exercice 5 : Modernisation et mobile money

Proposez un schéma de flux pour le paiement des amendes de police via Mobile Money. Comment ces fonds doivent-ils transiter de l'opérateur télécom vers le compte pivot du Trésor à la BCRG ?

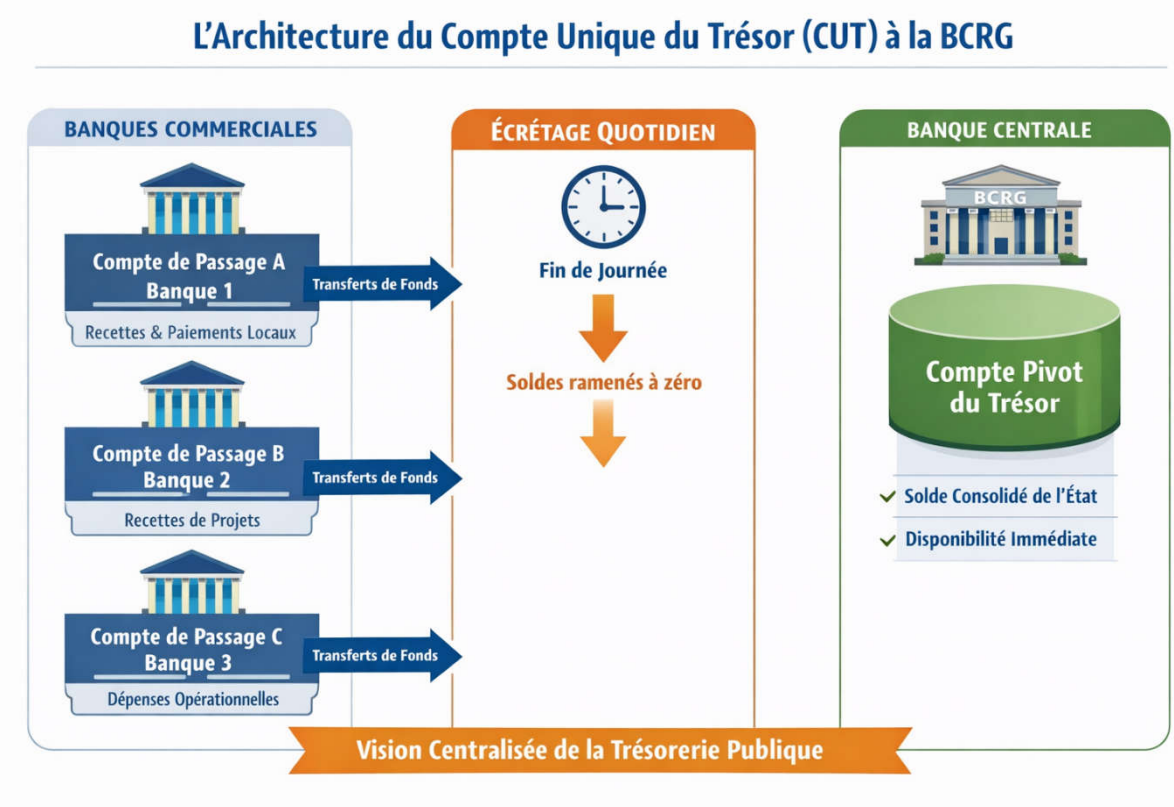
Elaboré par Kerfalla SYLLA

PARTIE 2 : LE COMPTE UNIQUE DU TRÉSOR (CUT) À LA BCRG

Le Compte Unique du Trésor (CUT) est une structure unifiée des comptes bancaires de l'État qui permet d'avoir une vision consolidée de ses ressources. Il constitue un instrument essentiel de pilotage de la liquidité souveraine et de souveraineté budgétaire.

I. L'architecture et les fondements du CUT

Le CUT est une structure unifiée des comptes bancaires de l'État. L'instauration du CUT repose sur un fondement juridique et une organisation technique rigoureuse visant à centraliser la trésorerie publique.



A. Le principe d'unicité

Ce principe repose sur l'adage : L'État est un et sa caisse est unique.

1. Centralisation

Tous les fonds publics doivent être centralisés à la Banque Centrale.

2. Unité de trésorerie

Cette unité permet d'éliminer les "fonds dormants" éparpillés dans le système bancaire commercial.

3. Contrôle

Elle assure une vision consolidée et en temps réel de la position de trésorerie globale de l'État.

B. Structure technique

L'architecture fonctionnelle du CUT est organisée de manière hiérarchisée pour assurer la fluidité des fonds.

1. Le Compte pivot

Il est ouvert exclusivement à la BCRG. C'est le compte centralisateur qui affiche le solde net de l'État.

2. Les Comptes de passage

Ce sont des comptes ouverts dans les banques commerciales (banques primaires) pour faciliter les recettes et les paiements locaux.

3. Le mécanisme d'écrêtage

Les comptes de passage sont écrêtés quotidiennement. Cela signifie qu'à la clôture de chaque journée, leurs soldes sont automatiquement ramenés à zéro par un transfert vers le compte pivot à la BCRG.

II. Les enjeux économiques de la centralisation

La mise en œuvre du CUT n'est pas seulement un impératif comptable, c'est une stratégie d'optimisation financière majeure.

A. Optimisation de la trésorerie

Éviter que l'État ne paie des intérêts sur des emprunts alors qu'il dispose de fonds inutilisés sur des comptes dispersés.

1. Économie de coûts

Le CUT permet d'éviter que l'État ne paie des intérêts sur des emprunts alors qu'il dispose par ailleurs de fonds inutilisés sur des comptes dispersés.

2. Réduction des frais

La centralisation réduit les frais financiers globaux liés à la gestion de comptes multiples.

B. Maîtrise de la dette à court terme

Une meilleure visibilité permet de réduire les émissions inutiles de Bons du Trésor.

3. Efficacité des émissions

Une meilleure visibilité sur les disponibilités réelles permet de réduire les émissions inutiles de **Bons du Trésor (BTA)**.

4. Ajustement des besoins

L'État n'emprunte sur le marché que ce qui est strictement nécessaire pour couvrir son besoin de financement net.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

III. L'interaction avec la politique monétaire

Le CUT est un outil de régulation de la liquidité. Lorsque l'État accumule des fonds sur son compte à la BCRG, il retire de l'argent du circuit commercial, ce qui peut aider à freiner l'inflation.

Le CUT est un levier puissant de coordination entre le Trésor Public et la Banque Centrale.

Outil de régulation de la liquidité : Lorsque l'État accumule des fonds sur son compte à la BCRG, il retire de l'argent du circuit commercial.

Ponction de liquidité : Ce rapatriement quotidien des fonds publics constitue une ponction de liquidité pour les banques primaires.

Stabilité des prix : En réduisant la liquidité excédentaire dans le système bancaire, le CUT peut aider à freiner l'inflation et à stabiliser les prix.

Coordination Policy-Mix : La gestion du CUT nécessite une concertation permanente entre le Trésor et la BCRG pour anticiper les chocs de liquidité sur le marché bancaire.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques

Exercice 1 : Cartographie de l'écrêtage

Dessinez le diagramme de flux quotidien d'une recette douanière perçue à Kamsar, de la banque primaire locale jusqu'à la centralisation à Conakry.

Définissez l'heure limite (cut-off time) pour que la liquidité soit disponible pour l'État à J+0.

Exercice 2 : Simulation « Zéro Balance Account »

Une agence autonome a un compte miroir dans une banque commerciale. À la fin de la journée, le solde est de +500 millions GNF.

Expliquez le mécanisme comptable automatique qui permet au compte pivot de la BCRG d'être crédité de ce montant sans intervention manuelle.

Exercice 3 : Gouvernance et audit

En tant qu'inspecteur, vous découvrez qu'un compte public n'est pas rattaché au CUT.

Quelles sont les trois questions d'audit à poser pour identifier les risques de gestion de fait et de perte de revenus financiers pour l'État ?

Exercice 4 : Analyse d'impact sur la liquidité bancaire (La Ponction)

Contexte : La Banque Primaire « X » gère les comptes de trois grandes régies financières de l'État. Au cours d'une journée de forte collecte fiscale, les dépôts sur ces comptes de passage atteignent 400 Milliards GNF. Parallèlement, la banque prévoit de prêter 250 Milliards GNF sur le marché interbancaire le soir même pour optimiser sa propre rentabilité.

Travail demandé :

1. Mécanique comptable : Expliquez la variation du bilan de la Banque « X » après l'écrêtage automatique de 18h00 vers le compte pivot de la BCRG. Quels sont les deux postes du bilan (Actif et Passif) qui sont impactés ?
2. Analyse de la liquidité : Calculez le montant de la « ponction de liquidité » subie par la banque. La banque pourra-t-elle maintenir son projet de prêt interbancaire de 250 Mds GNF ? Justifiez.
3. Lien avec la politique monétaire : En vous appuyant sur le cours, expliquez comment ce rapatriement de fonds aide la BCRG à « freiner l'inflation » et à assurer la « stabilité des prix ».

Exercice 5 : Gestion de Crise – Incident de nivellement et risque de signature

Contexte : Un incident technique majeur interrompt la liaison informatique entre la BCRG et la Banque Primaire « Y ». En conséquence, l'écrêtage automatique (Zero Balance Account) ne s'est pas produit. La Banque « Y » détient 300 Milliards GNF de recettes douanières qui n'ont

Elaboré par Kerfalla SYLLA

pas rejoint le compte pivot. Le lendemain matin, le Trésor Public doit honorer un paiement urgent de 250 Milliards GNF pour le remboursement d'une dette extérieure, mais le solde disponible sur son compte pivot à la BCRG n'est que de 50 Milliards GNF.

Travail demandé :

1. Diagnostic du risque : Identifiez le risque de « signature » pour l'État guinéen si le paiement de la dette n'est pas effectué à temps à cause de cet incident technique.
2. Procédure d'urgence : En tant que cadres du Trésor et de la BCRG, proposez une procédure de secours manuelle pour mobiliser les fonds bloqués dans la Banque « Y » avant l'ouverture des marchés. Quel système de paiement (RTGS ou ACH) utiliseriez-vous pour ce transfert exceptionnel ? Justifiez.
3. Gouvernance : Proposez une clause contractuelle à insérer dans la convention entre le Trésor et les banques primaires pour définir la responsabilité de la banque en cas de retard de nivellement des fonds publics.

Exercice 6 : Analyse d'un cas de « fonds dormants »

Situation

Une mission du Trésor découvre la situation suivante concernant trois organismes publics :

Organisme public	Banque commerciale	Solde du compte (GNF)	Utilisation du compte
Direction A	Banque X	12 milliards	Recettes fiscales locales
Projet B	Banque Y	6 milliards	Fonds d'un projet financé par l'État
Agence C	Banque Z	4 milliards	Paiement de fournisseurs

Ces comptes ne sont pas intégrés dans le CUT et les soldes restent parfois inutilisés pendant plusieurs semaines.

Travail demandé

1. Identifier les trois problèmes principaux que cette situation pose pour la gestion de la trésorerie de l'État.
2. Calculer le montant total de liquidité immobilisée hors du CUT.
3. Expliquer deux conséquences possibles sur la politique d'émission de Bons du Trésor (BTA) si ces fonds ne sont pas centralisés.
4. Proposer deux mesures concrètes que le Trésor pourrait prendre pour intégrer ces comptes dans l'architecture du CUT.

Exercice 7 : Gestion d'un choc de liquidité lié au CUT

Situation

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Le ministère des Finances prévoit les opérations suivantes sur une même journée :

Opération	Montant (GNF)
Recettes fiscales collectées dans les banques commerciales	+900 milliards
Paiement de salaires des fonctionnaires	−700 milliards
Paiement d'un marché public d'infrastructures	−300 milliards

Les recettes sont transférées au compte pivot du CUT à la BCRG via le mécanisme d'écrêtage.

Travail demandé

1. Calculer le solde net de trésorerie de l'État à la fin de la journée sur le compte pivot.
2. Expliquer l'impact de cette opération sur la liquidité du système bancaire.
3. Identifier une action possible de la Banque Centrale (BCRG) si la ponction de liquidité devient trop importante pour les banques commerciales.
4. Décrire pourquoi une coordination entre le Trésor et la BCRG est nécessaire dans ce cas.

Exercice 8 : Arbitrage entre trésorerie disponible et émission de Bons du Trésor

Situation

Le Trésor Public prévoit un **déficit de trésorerie de 400 milliards GNF** dans les 10 prochains jours et envisage une émission de **Bons du Trésor (BTA)**.

Cependant, après consolidation des comptes dans le CUT, les informations suivantes apparaissent :

Source de liquidité	**Montant disponible**
Solde du compte pivot à la BCRG	150 milliards GNF
Écrêtage attendu des comptes de passage (5 jours)	120 milliards GNF
Fonds d'organismes publics intégrés au CUT	80 milliards GNF

Le coût d'émission des BTA est estimé à **8 % annuel**.

Travail demandé

1. Calculer **la liquidité totale disponible dans le CUT** avant toute émission de dette.
2. Déterminer **le besoin réel de financement restant**.
3. Expliquer **pourquoi une mauvaise visibilité du CUT pourrait conduire à un surendettement à court terme**.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

4. Proposer **une décision optimale du Trésor concernant l'émission des BTA**.

Exercice 9 : Impact du CUT sur la liquidité bancaire

Situation

À la fin d'une journée, les banques commerciales ont reçu des recettes publiques importantes.

Banque	Recettes publiques collectées	Transfert vers CUT (écrêtage)
Banque A	250 milliards	250 milliards
Banque B	180 milliards	180 milliards
Banque C	120 milliards	120 milliards

Total des transferts vers le **compte pivot du CUT à la BCRG : 550 milliards GNF**.

Les banques commerciales avaient initialement **2 000 milliards GNF de réserves** dans le système bancaire.

Travail demandé

1. Calculer **le niveau de réserves restantes dans le système bancaire après l'écrêtage**.
2. Expliquer **pourquoi ce mécanisme constitue une ponction de liquidité pour les banques commerciales**.
3. Identifier **un risque pour le marché interbancaire si cette ponction est trop forte**.
4. Proposer **une opération de politique monétaire que la BCRG pourrait utiliser pour stabiliser la liquidité**.

Exercice 10 : Simulation de gestion quotidienne du CUT

Situation

Le service de gestion de trésorerie du Trésor doit anticiper la position du **compte pivot du CUT à la BCRG**.

Données prévisionnelles pour demain :

Flux de trésorerie	Montant (GNF)
Recettes fiscales attendues	+600 milliards
Recettes douanières	+200 milliards
Paiements de salaires	−500 milliards
Paiements fournisseurs	−250 milliards
Remboursement d'un Bon du Trésor arrivé à échéance	−150 milliards

Le **solde initial du compte pivot** est de **100 milliards GNF**.

Travail demandé

Elaboré par Kerfalla SYLLA

1. Calculer **le solde final prévisionnel du compte pivot à la fin de la journée**.
2. Déterminer **si le Trésor fait face à un déficit ou à un excédent de trésorerie**.
3. Proposer **deux instruments de gestion de trésorerie que le Trésor peut utiliser si le solde devient négatif**.
4. Expliquer **comment cette prévision aide la Banque Centrale à anticiper les variations de liquidité bancaire**.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

PARTIE 3 : LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS : MÉCANIQUES DE FINANCEMENT

Le financement de l'État a évolué d'un modèle de dépendance vis-à-vis des avances de la Banque Centrale vers un modèle de marché. Cette désintermédiation vise à financer le déficit public sans créer d'inflation tout en préservant la stabilité des prix.

I. Les instruments de la dette souveraine en Guinée

L'État mobilise l'épargne via deux principaux types de titres négociables émis par le Trésor Public.

A. Les bons du Trésor par adjudication (BTA)

Ce sont des titres de créance à court terme (généralement 13, 26 ou 52 semaines).

Ils sont destinés à couvrir les décalages temporaires entre les recettes et les dépenses de l'État (décalages de trésorerie).

B. Les obligations du Trésor (OTA)

Ce sont des titres à moyen et long terme (souvent au-delà de 2 ans).

Leurs fonds sont prioritairement fléchés vers le financement des investissements publics, tels que les infrastructures routières ou les projets énergétiques.

II. Le processus d'adjudication à la BCRG

L'adjudication est un appel d'offres périodique où la **BCRG agit comme agent financier** pour le compte du Trésor Public.

A. Le mécanisme hollandais (prix multiples)

C'est le système le plus couramment utilisé pour les BTA en Guinée.

1. Fonctionnement

Les banques soumettent leurs offres en précisant le montant souhaité et le taux d'intérêt proposé.

2. Sélection

L'État classe les offres par ordre de taux croissant et les sert jusqu'à ce que le besoin de financement exprimé soit couvert.

3. Calcul du prix d'un bon

Le prix (P) est calculé à taux escompté selon la formule suivante :

$$P = 100 \times (1 - \frac{r \times n}{360})$$

Elaboré par Kerfalla SYLLA

B. Le taux marginal

Le taux marginal correspond au taux le plus élevé parmi les offres retenues pour couvrir le besoin du Trésor. Il est crucial car il devient le signal du prix de l'argent pour l'ensemble du marché financier à un instant donné.

C. Comparaison : Adjudication Hollandaise vs Française

Caractéristique	Hollandaise (Multiple)	Française (Uniforme)
Prix/Taux payé	Prix ou taux proposé par la banque	Prix ou taux marginal pour tous
Coût pour l'État	Optimisé (chaque offre est servie à son prix)	Potentiellement plus élevé
Risque Banque	Élevé (Malédiction du vainqueur)	Réduit (protection par le taux marginal)
Usage habituel	Principalement pour les **BTA**	Principalement pour les **OTA**

III. Les acteurs du marché

La réussite des émissions dépend de l'animation du marché par des partenaires de confiance.

A. Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT)

Ce sont des banques primaires agréées par le Ministre des Finances. Elles doivent obligatoirement participer aux enchères (marché primaire) et assurer la liquidité des titres en facilitant leur revente (marché secondaire).

B. L'effet d'éviction

C'est un risque majeur pour l'économie réelle.

Lorsque l'État emprunte massivement, il absorbe une trop grande part de la liquidité bancaire disponible.

Les banques finissent par préférer prêter au Trésor (considéré comme risque zéro) plutôt qu'aux PME guinéennes, ce qui réduit le crédit au secteur privé et peut freiner la croissance.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques

Exercice 1 : Adjudication de BTA (200 Mds GNF)

Scénario : Le Trésor Guinéen cherche à lever 200 Milliards GNF via un BTA à 91 jours.

La BCRG reçoit 4 soumissions :

- ✓ Banque A : 80 Mds à 7,50%
- ✓ Banque B : 70 Mds à 7,75%
- ✓ Banque C : 100 Mds à 8,00%
- ✓ Banque D : 50 Mds à 8,50%

Travail demandé :

Étape 1 : Classer les offres (Le Trésor veut le taux le plus bas).

Étape 2 : Déterminer le Taux Marginal (le taux de la dernière offre qui permet d'atteindre les 200 Mds).

Étape 3 : Calculer le montant servi à chaque banque.

Étape 4 : Analyser la différence de coût pour le Trésor entre un système hollandais et un système français.

Exercice 2 : Calcul mathématique – Le prix d'un bon du Trésor (BTA)

Énoncé : Le Trésor émet un BTA à 182 jours pour un montant nominal de **1 000 000 GNF**. Une banque soumet une offre au taux de **8,25%**.

Travail demandé :

À l'aide de la formule du prix à taux escompté, calculez le montant que la banque décaissera réellement lors de l'achat du titre.

Formule à utiliser :

$$P = V \times \left(1 - \frac{r \times n}{360}\right)$$

- ✓ V : Valeur Nominale (1 000 000 GNF)
- ✓ r : Taux proposé (0,0825)
- ✓ n : Durée (182 jours)

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Exercice 3 : Simulation d'adjudication

Scénario : Le Trésor Guinéen a besoin de **400 Milliards GNF**. Cinq banques (SVT) soumettent les offres suivantes :

Soumissionnaire	Montant demandé (Mds GNF)	Taux proposé (%)
Banque Alpha	150	7,20%
Banque Bêta	100	7,45%
Banque Gamma	150	7,60%
Banque Delta	100	7,85%
Banque Epsilon	50	8,10%

Travail demandé :

1. **Classement :** Établissez l'ordre de priorité des offres.
2. **Coupure :** Déterminez le **Taux Marginal** nécessaire pour couvrir les 400 Mds.
3. **Répartition :** Calculez le montant exact servi à chaque banque.
4. **Analyse de coût :** Quel est le taux moyen pondéré de cette opération pour l'État si l'on applique le système hollandais ?

Exercice 4 : Calcul de prix d'un BTA

Le Trésor émet un bon à 91 jours au taux de 8,50%.

Calculez le prix d'acquisition pour une valeur nominale de 5 000 000 GNF.

$$P = V \times (1 - \frac{r \times n}{360})$$

Exercice 5 : Calcul du coût d'opportunité

L'État dispose de 100 milliards GNF dispersés sur 20 comptes commerciaux non rémunérés, alors qu'il emprunte parallèlement sur le marché des BTA à un taux de 9% l'an.

Calculez l'économie annuelle réalisée par le Trésor si ces fonds sont rapatriés dans le CUT.

Exercice 6 : Analyse d'adjudication

Le Trésor demande 300 Mds GNF. Les banques offrent 450 Mds à des taux allant de 7,5% à 10%. Si le taux marginal est fixé à 8,25%, expliquez pourquoi une banque ayant offert 8,30% est totalement rejetée alors qu'une banque ayant offert 7,5% est servie à 100%.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Exercice 7 : L'effet d'éviction

Observez une hausse brutale des taux des BTA de 200 points de base (2%). Analysez l'impact prévisible sur le taux des crédits aux PME et proposez une mesure de coordination entre le Trésor et la BCRG pour stabiliser le marché.

Exercice 8 : Stratégie SVT

Une banque SVT décide de ne pas soumissionner à trois séances consécutives d'adjudication. En tant que cadre de la Direction de la Dette, rédigez un courrier de mise en demeure rappelant les obligations du cahier des charges des SVT en matière d'animation du marché.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

PARTIE 4 : LA BCRG : RÉGULATEUR, SUPERVISEUR ET CONSEILLER

En sa qualité d'autorité monétaire, la BCRG assure la stabilité et la sécurité du système financier guinéen. Son action repose sur trois piliers fondamentaux : la gestion de la monnaie, la surveillance rigoureuse des acteurs bancaires et son rôle de conseiller financier auprès de l'État.

I. Les missions de la Banque Centrale

A. Émission monétaire

La BCRG détient le monopole de l'émission de la monnaie légale sur l'ensemble du territoire national.

1. *Gestion fiduciaire*

Elle est responsable de la conception, de l'impression, de la mise en circulation et du retrait des billets et pièces de Franc Guinéen (GNF).

2. *Confiance et sécurité*

Elle garantit l'intégrité des signes monétaires contre la contrefaçon afin de maintenir la confiance des agents économiques dans la devise nationale.

B. Stabilité des prix

Il s'agit de l'objectif primordial de la politique monétaire.

1. *Contrôle de l'inflation*

La BCRG ajuste son **taux directeur** pour influencer les conditions de crédit et la demande globale.

2. *Mécanisme de transmission*

Une hausse du taux directeur renchérit le coût de l'argent pour les banques primaires, ce qui freine la création monétaire excessive et aide à stabiliser les prix.

II. La supervision et la loi bancaire

La Loi Bancaire guinéenne constitue un outil de souveraineté permettant d'imposer des règles strictes pour protéger l'économie.

A. L'agrément

La BCRG fait office de "gardien du temple" du système financier.

1. *Pouvoir de décision*

Elle décide souverainement quelles institutions sont autorisées à exercer l'activité bancaire ou de microfinance en Guinée.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

2. *Filtrage*

L'agrément est conditionné par la solidité du capital initial, l'honorabilité des dirigeants et la viabilité du plan d'affaires.

B. La réglementation prudentielle

La Banque Centrale veille à ce que les banques commerciales ne prennent pas de risques susceptibles de compromettre les dépôts des citoyens.

1. *Normes de Bâle*

Elle applique les standards internationaux en matière de fonds propres et de ratios de liquidité.

2. *Ratio de Solvabilité*

Les banques doivent maintenir un montant de fonds propres suffisant pour absorber des pertes éventuelles sur leurs crédits. La formule de base est :

$$\text{Ratio de Solvabilité} = \frac{\text{Fonds Propres}}{\text{Engagements Risqués}} \geq \text{Seuil Réglementaire (ex: 10%)} $$

C. Prêteur en dernier ressort

La BCRG injecte des liquidités en cas de crise systémique pour éviter la faillite d'une banque.

C'est le rôle de bouclier ultime en cas de crise systémique.

1. *Urgence de liquidité*

En cas de retrait massif des déposants (*run* bancaire), la BCRG peut injecter des liquidités pour éviter la faillite d'une banque.

2. *Conditions de l'aide*

Cette intervention est réservée aux banques solvables (ayant des garanties) mais confrontées à un manque passager de cash.

III. La lutte contre la criminalité financière

La BCRG supervise l'intégrité des flux financiers afin de protéger la réputation du pays.

Vigilance (KYC) : Les banques ont l'obligation d'identifier précisément leurs clients et l'origine de leurs fonds ("Know Your Customer").

Signalement : Tout mouvement de fonds suspect ou atypique doit faire l'objet d'une déclaration de soupçon auprès de la CENTIF (Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières).

Pouvoir de Sanction : En cas de manquement, la BCRG peut infliger des sanctions allant du blâme à l'amende pécuniaire, voire au retrait définitif de l'agrément.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques

Exercice 1 : Quiz de supervision prudentielle

Vrai ou Faux ? Justifiez votre réponse.

1. Une banque primaire peut prêter 100% de ses fonds propres à un seul client si c'est l'État.
2. Le ratio de solvabilité sert à garantir que la banque possède assez de capital pour absorber des pertes éventuelles.
3. La BCRG n'a aucun pouvoir de sanction sur les banques commerciales.

Exercice 2 : Vérification de solvabilité

Une banque possède 200 Mds GNF de fonds propres. Ses engagements risqués s'élèvent à 2.000 Mds GNF.

Si le ratio de solvabilité minimum est de 10%, cette banque est-elle en conformité ?

Que doit faire la BCRG si ce n'est pas le cas ?

Exercice 3 : Cas de conformité LBC-FT

Un client dépose 2 milliards GNF en espèces sur un compte nouvellement ouvert par une entreprise publique.

Identifiez les trois étapes de la procédure de vigilance (KYC) et rédigez les points clés d'une déclaration de soupçon à la CENTIF.

Exercice 4 : La gestion des crises (Prêteur en dernier ressort)

Une banque primaire subit un run (retrait massif des déposants). Listez les conditions sous lesquelles la BCRG peut lui accorder une facilité de liquidité d'urgence.

À quel taux cette aide doit-elle être octroyée pour éviter l'aléa moral ?

Exercice 5 : Analyse de la Loi bancaire

Analysez l'article de la Loi Bancaire guinéenne concernant le régime des sanctions. Faites une distinction entre les sanctions disciplinaires (blâme) et les sanctions pécuniaires pour une banque ne respectant pas les ratios de liquidité.

Exercice 6 : Pilotage de la stabilité des prix et transmission monétaire

Contexte : L'économie guinéenne fait face à une accélération de l'inflation dépassant les objectifs fixés par la Banque Centrale. Le Gouverneur réunit le Comité de Politique Monétaire (CPM) pour agir sur le taux directeur.

Travail demandé :

Elaboré par Kerfalla SYLLA

- **Analyse technique :** Expliquez le mécanisme de transmission par lequel une hausse du taux directeur permet de freiner l'inflation en influençant les conditions de crédit et la demande globale.
- **Étude d'impact :** Analysez les conséquences prévisibles de cette hausse sur le coût de refinancement des banques primaires et, par extension, sur les taux débiteurs appliqués aux entreprises publiques.
- **Note de synthèse :** Justifiez pourquoi la stabilité des prix reste l'objectif primordial de la BCRG, même si cela peut renchérir le coût de la dette à court terme pour l'État.

Exercice 7 : Supervision prudentielle et diagnostic de solvabilité

Contexte : Lors d'une inspection sur pièces, la Direction de la Supervision Bancaire constate qu'une banque de la place présente les chiffres suivants : **180 Mds GNF** de fonds propres pour des engagements risqués s'élevant à **2 000 Mds GNF**.

Travail demandé :

- **Calcul réglementaire :** Calculez le Ratio de Solvabilité actuel de cette banque en utilisant la formule de base :

Ratio de Solvabilité = Fonds Propres \Engagements Risqués

- **Vérification de conformité :** Si le seuil réglementaire minimum est fixé à **10%**, déterminez si la banque est en infraction.
- **Plan de redressement :** Proposez deux mesures correctives que la BCRG peut exiger et déterminez quelle sanction pécuniaire ou disciplinaire pourrait être appliquée en cas de non-respect prolongé.

Exercice 8 : conformité LBC-FT et intégrité financière

Contexte : Une banque primaire signale qu'un nouveau client, agissant pour le compte d'une entité publique, vient de déposer **3 milliards GNF** en espèces sans justificatif économique probant.

Travail demandé :

- **Procédure KYC :** Détaillez les trois étapes de la procédure de vigilance (identification, vérification, connaissance de la transaction) que la banque aurait dû appliquer avant d'accepter le dépôt.
- **Action réglementaire :** Rédigez les points clés d'une "déclaration de soupçon" que la banque doit transmettre à la **CENTIF** sous la supervision de la BCRG.
- **Responsabilité :** Analysez les risques encourus par la banque (sanctions disciplinaires vs pécuniaires) si elle omet de signaler cette opération suspecte.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Exercice 9 : Gestion de crise et prêteur en dernier ressort

Contexte : À la suite de rumeurs infondées sur les réseaux sociaux, une banque commerciale solide mais peu liquide subit un run bancaire (retrait massif des déposants). Elle sollicite l'aide d'urgence de la BCRG.

Travail demandé :

- **Critères d'intervention :** Listez les conditions impératives sous lesquelles la BCRG peut intervenir comme prêteur en dernier ressort (solvabilité de la banque, garanties fournies).
- **Arbitrage de taux :** Expliquez pourquoi le taux d'intérêt appliqué à cette facilité de liquidité d'urgence doit être supérieur au taux du marché pour éviter l'aléa moral.
- **Souveraineté :** En quoi cette mission de bouclier ultime protège-t-elle la réputation du système financier guinéen et évite-t-elle une crise systémique ?

Elaboré par Kerfalla SYLLA

PARTIE 5 : COORDINATION POLICY-MIX ET ENJEUX STRATÉGIQUES

Le Policy-Mix désigne la combinaison des politiques budgétaire (pilotée par le Trésor) et monétaire (pilotée par la BCRG) pour atteindre des objectifs de croissance et de stabilité.

I. L'interaction budget-monnaie

La relation entre le déficit de l'État et la création monétaire est directe et doit être gérée avec une extrême rigueur pour éviter de fragiliser le pouvoir d'achat des citoyens.

A. L'Équation de Fisher

Le cadre conceptuel de cette interaction repose sur la théorie quantitative de la monnaie, résumée par l'identité de Fisher :

$$M \cdot V = P \cdot Y$$

Elle démontre que si le Trésor sollicite une création monétaire excessive (M) pour financer son budget sans que la production nationale de biens et services (Y) n'augmente proportionnellement, cela génère une hausse mécanique du niveau des prix (P), soit de l'inflation. Le financement du déficit par la monnaie est donc un impôt invisible sur la population.

B. Coordination institutionnelle

Pour éviter ces dérives, la Guinée a mis en place des organes de dialogue.

1. Comité de Politique Monétaire (CPM)

Il définit l'orientation de la monnaie en fonction des prévisions économiques.

2. Comité de cadrage

Organe de liaison essentiel avec le Ministère de l'Économie, il permet d'aligner les prévisions budgétaires (besoins de financement) avec les capacités d'absorption du marché et les objectifs de stabilité de la BCRG.

II. L'indépendance et responsabilité

Pourquoi la Banque Centrale doit être indépendante du pouvoir politique ? Pour éviter le cycle élection-inflation et garantir la valeur de la monnaie à long terme.

La crédibilité d'une monnaie repose sur l'indépendance de son institution d'émission.

1. Pourquoi l'indépendance ?

Elle protège la Banque Centrale des pressions politiques de court terme. Cela permet d'éviter le cycle élection-inflation, où des dépenses publiques massives en période électorale déprécieraient la monnaie à long terme.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

2. *Responsabilité*

L'indépendance ne signifie pas l'isolement. La BCRG agit en conseiller financier de l'État pour assurer un financement soutenable de l'émergence tout en garantissant la valeur du Franc Guinéen.

III. Les perspectives : Vers la MNBC

L'innovation technologique offre de nouveaux leviers pour la souveraineté monétaire guinéenne via le projet de Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC).

Transformations attendues :

1. Paiement des impôts : La MNBC permettrait un encaissement instantané et sécurisé, réduisant les délais de nivellement vers le CUT.
2. Distribution des aides sociales : Elle offre une traçabilité totale, garantissant que les aides atteignent directement les bénéficiaires cibles sans intermédiaires coûteux.
3. Contrôle et efficacité : Réduction des coûts de transaction, inclusion financière accrue et lutte optimisée contre la corruption grâce à la traçabilité des flux publics.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques

Exercice 1 : Analyse de scénario – Le policy-mix

Situation : L'inflation en Guinée passe de 8% à 12% en trois mois. Parallèlement, le Gouvernement sollicite la BCRG pour financer un déficit budgétaire imprévu de 500 Milliards GNF.

Travail demandé (Note d'analyse de 10 lignes) :

En tant qu'Inspecteur à la BCRG ou Cadre au Trésor, rédigez une recommandation sur la conduite à tenir :

- ✓ Faut-il accepter le financement direct (planche à billets) ? Pourquoi ?
- ✓ Quel serait l'impact sur le taux directeur de la BCRG ?
- ✓ Comment l'équation de Fisher

$$M \cdot V = P \cdot Y$$

justifie-t-elle votre position ?

Exercice 2 : Application de l'équation de Fisher

La masse monétaire croît de 15%, la vitesse est stable, mais la production (PIB) ne croît que de 3%. Prédisez le taux d'inflation théorique à l'aide de l'équation :

$$M \cdot V = P \cdot Y$$

Exercice 3 : Transmission du taux directeur

La BCRG baisse son taux directeur de 1%.

Expliquez comment cette décision doit se répercuter, par étapes, sur le coût de la dette de l'État et sur la consommation des ménages.

Exercice 4 : Débat sur l'indépendance

Le Gouvernement demande à la BCRG de financer un déficit de 1 000 Mds GNF par une avance directe.

Rédigez un argumentaire pour la BCRG expliquant pourquoi ce mode de financement est plus inflationniste qu'une émission de BTA sur le marché bancaire.

Exercice 5 : Étude de cas MNBC (monnaie numérique)

L'État souhaite verser des aides sociales ciblées via une Monnaie Numérique de Banque Centrale.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Listez les avantages par rapport aux virements bancaires classiques en termes de coûts de transaction et de contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Exercice 6 : Le choc inflationniste et l'identité de Fisher

Contexte : La masse monétaire (M) en Guinée croît de **15%** sur une année. La vitesse de circulation (V) est considérée comme stable. Cependant, en raison de chocs exogènes, la production réelle (Y) ne progresse que de **3%**. Parallèlement, le Trésor sollicite un financement pour un déficit imprévu.

Travail demandé :

1. **Calcul mathématique :** En utilisant l'équation de Fisher $M\,V = P\,Y$, déterminez le taux d'inflation théorique (P) résultant de ce déséquilibre.
2. **Analyse de causalité :** Expliquez pourquoi, selon ce modèle, toute création monétaire supérieure à la croissance de la production agit comme un "impôt invisible" sur le panier de la ménagère guinéenne.
3. **Recommandation Policy-Mix :** Si l'objectif d'inflation de la BCRG est de **5%**, quel devrait être le plafond de croissance de la masse monétaire pour l'année suivante, en supposant que la croissance du PIB (Y) reste à **3%** ?

Exercice 7 : Arbitrage stratégique – Marché vs Planche à billets

Contexte : Le Gouvernement fait face à un besoin de financement urgent de **1 000 Milliards GNF**. Deux options sont débattues au Comité de cadrage : une avance directe de la BCRG (création monétaire pure) ou une émission de Bons du Trésor (BTA) sur le marché bancaire.

Travail demandé :

1. **Note d'argumentaire :** Rédigez une note de 10 lignes pour le CPM (Comité de Politique Monétaire) expliquant pourquoi l'avance directe est plus inflationniste que l'émission de BTA.
2. **Indépendance et Responsabilité :** Justifiez pourquoi l'indépendance de la BCRG est le seul rempart efficace contre le cycle élection-inflation dans ce scénario.
3. **Interaction budgétaire :** Analysez l'impact d'une hausse du taux directeur (mesure de stabilisation) sur le coût futur du service de la dette si l'État choisit l'option des BTA.

Exercice 8 : La Cascade des taux et la transmission monétaire

Contexte : Pour relancer l'investissement privé dans le cadre du PNDES, la BCRG décide de baisser son taux directeur de **1%**. Le Trésor suit de près cette décision pour ses futures émissions de titres.

Travail demandé :

Elaboré par Kerfalla SYLLA

1. **Mécanisme de transmission :** Expliquez, par étapes successives, comment cette baisse de **1%** se répercute sur le taux d'adjudication des BTA, puis sur les taux débiteurs des banques primaires.
2. **Impact sur les ménages :** Analysez comment cette décision influence l'arbitrage entre épargne et consommation pour les ménages guinéens.
3. **Risque de Policy-Mix :** Si cette baisse de taux intervient alors que le déficit budgétaire est en forte expansion, quel est le risque pour la stabilité de la monnaie nationale ?

Exercice 9 : Souveraineté digitale et MNBC

Contexte : La Guinée envisage le lancement d'une Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC) pour moderniser ses finances publiques. Ce projet vise spécifiquement le paiement des impôts et la distribution des aides sociales.

Travail demandé :

1. **Analyse comparative :** Listez trois avantages majeurs de la MNBC par rapport aux virements bancaires classiques en termes de coûts de transaction et de lutte contre la corruption.
2. **Impact sur le CUT :** Expliquez comment la MNBC peut réduire radicalement les délais de nivellement des recettes fiscales vers le Compte Unique du Trésor à la BCRG.
3. **Table ronde (Positionnement) :** En tant que conseiller à la BCRG, quel argument donneriez-vous pour rassurer les banques primaires qui craignent une désintermédiation massive à la suite de l'arrivée du Franc Guinéen Numérique ?

Elaboré par Kerfalla SYLLA

CONCLUSION

La maîtrise des techniques bancaires est un impératif pour tout cadre des finances publiques. Comprendre la relation avec la BCRG, c'est comprendre les leviers de la souveraineté économique de la Guinée.

L'équilibre optimal pour la Guinée réside dans la capacité du Trésor à maintenir une discipline budgétaire (via le CUT et le marché) et celle de la BCRG à assurer une stabilité monétaire qui rassure les investisseurs.

Le succès du pilotage des finances publiques guinéennes repose sur un triangle d'or : une gestion rigoureuse du **CUT** pour la discipline interne, un **marché des titres publics** dynamique pour la discipline externe, et un **Policy-Mix** cohérent pour la stabilité macroéconomique durable .

Elaboré par Kerfalla SYLLA

ANNALES DES ANCIENS SUJETS

Sujet 1 : Examen 1 de la session 2020-2021

Partie 1 : COMPREHENSION DU COURS

Répondre par VRAI OU FAUX (Justifier votre réponse)

1. L'émetteur d'un chèque sans provision risque la saisie de ses biens.
2. Il n'y a pas de différence entre DAB ET GAB.
3. Le banquier prend des garanties à chaque fois qu'il accorde un crédit.
4. La banque centrale est la seule autorité de tutelle des banques privées

Partie 2 : CALCUL DES INTERETS

Monsieur Sylla, client de la Société Générale est titulaire d'un compte d'épargne.

Ce compte est actuellement rémunéré à 3 % depuis le 1er août 2020 (2,75 % entre

le 1er janvier et le 1er août 2020).

Le solde au premier janvier était de 2 000 €.

Les opérations effectuées en 2020 sont les suivantes :

Retrait de 200 € le 8 mars

Versement d'une prime exceptionnelle de 7 00 € le 24 mai

Virement vers le compte à vue de 100 € le 12 août

A l'aide d'un tableau, et en supposant que les intérêts sont calculés par quinzaine,

déterminer le solde au 31 décembre, les dates de valeur et les intérêts acquis en 2020.

Partie 3 : TECHNIQUES BANCAIRES

1. Quelles sont les conséquences du décès de l'un des cotitulaires sur le fonctionnement d'un compte joint ? D'un compte indivis ?
2. Toute opération de crédit comporte des risques spécifiques. Identifier et définir ces risques.

Partie 4 : réglementation ET EVOLUTION

1. Les ratios prudentiels de Bâle, la sécurité routière de la finance ?
2. Qui doit supporter les pertes des banques ?

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Sujet 2 : Examen 2 de la session 2020-2021

Partie 1 : COMPREHENSION DU COURS

Répondre par VRAI OU FAUX (Justifier votre réponse)

1. **Le revenu d'une obligation est toujours fixe.**
2. **Un Etat noté CCC+ n'a pas le droit d'émettre des obligations.**
3. **Un actionnaire a plus de pouvoir qu'un obligataire.**
4. **Les banques sont les principales responsables des crises financières.**
5. **Les investisseurs souscrivent aux bons du Trésor pour spéculer.**

Partie 2 : BILAN D'UNE BANQUE

Complétez le tableau ci-dessous à l'aide d'une croix, puis dresser le bilan de la banque.

Eléments	ACTIF	PASSIF
Prêts interbancaires		
Emprunts interbancaires		
Crédits aux ANF		
Dépôts aux ANF		
Titres émis		
Titres acquis		

Partie 3 : LES AGREGATS MONETAIRES

Parmi les actifs ci-dessous, certains entrent dans la composition de la masse monétaire en circulation, d'autre non.

1°) Rappeler comment on définit la masse monétaire en circulation.

2°) A l'aide d'une croix, on vous demande de les ranger dans les différents agrégats M1, M2, M3, M2-M1 et M3-M2. Pour les actifs qui ne doivent pas être comptabilisés dans la masse monétaire, on vous demande de ne rien cocher.

Actifs	M1	M2	M3	M2-M1	M3-M2
Actions					
Assurance vie en euros					
Assurance vie en unités de compte					
Billets					
Comptes sur livret					

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Comptes épargne logement					
Dépôts à terme à 2 ans au plus					
Dépôts à terme à 5 ans					
Dépôts à vue					
Livrets de développement durable et solidaire					
Livrets jeune					
Livrets A					
Obligations à 5 ans émis par les IMF					
Pièces de monnaie					
Plans épargne logement					
Titres d'OPC monétaires émis par les IFM					
Titres de créance à moins de 2 ans émis par les IFM					

Partie 4 : FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Selon vous, les États doivent soutenir la finance pour maintenir la croissance de leur pays, ou empêcher un développement excessif de la finance qui pourrait menacer la stabilité des financements ?

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Sujet 3 : Examen 1 de la session 2021-2022

Partie 1 : Questionnaire à réponse unique (QRU)

Pour chaque question formulée, 4 réponses sont proposées (A, B, C, D), mais 1 seule est juste. Une mauvaise réponse n'entraîne pas de retrait de point.

1. Les intérêts reçus par la banque lorsqu'elle distribue des crédits sont calculés en appliquant :

A) le taux d'intérêt en vigueur pour les facilités de dépôt marginal.
B) les taux débiteurs.
C) les taux créditeurs.
D) les taux interbancaires.

2. Les intérêts versés par la banque au titre de la rémunération des comptes épargne de ses clients font partie :

A) de ses moins-values.
B) de ses frais de gestion.
C) de ses charges d'exploitation bancaire.
D) de ses produits d'exploitation bancaire.

3. Pour calculer sa marge nette d'intermédiation, la banque procède à l'une des opérations suivantes :

A) Charges dexploitation bancaire − Produits dexploitation bancaire.
B) Intérêts versés − Intérêts reçus.
C) Produits dexploitation bancaire − Charges dexploitation bancaire.
D) Intérêts reçus − Intérêts versés.

4. Chassez l'intrus :

A) intérêts reçus sur les prêts à la clientèle.
B) intérêts payés à la clientèle.
C) intérêts reçus sur les placements obligataires.
D) dividendes perçus.

5. Un contrat d'assurance-vie peut couvrir :

A) le risque vie.
B) le risque décès.
C) le risque vie et le risque décès.
D) le risque maladie.

6. Quelles sont les mentions non obligatoires dans un contrat de crédit à la consommation ?

A) le taux débiteur et la nature fixe, variable ou révisable du taux, sauf pour les opérations de location-vente ou de location avec option d'achat.
B) les informations relatives à tous les frais compris dans le coût total du crédit ; le montant total du crédit.
C) le taux annuel effectif global, sauf pour les opérations de location-vente ou de location avec option d'achat.
D) la durée du crédit.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Partie 2 : Questions à réponses courtes (QRC)

1. **Dans la convention de compte, il est précisé : Sauf dérogation légale, la banque doit respecter le secret bancaire et ne rien divulguer aux tiers. Quelles sont ses dérogations ?**
2. **Crédit-bail : Avantages et Inconvénients par rapport au crédit classique.**

Partie 3 : Calcul des agios

Le client d'une banque a eu les opérations du tableau ci-dessous, sur son compte courant au cours du mois d'août. La banque lui a accordé une autorisation de découvert jusqu'à 500 euros au taux de 7% annuel. En cas de dépassement du découvert, les intérêts sont majorés de 3%.

Date opération	Date de valeur	Opération	Débit	Crédit	Solde
		Solde début de mois			**80,00**
03/08	04/08	Remise Chèque		250,00	
05/08	05/08	Carte Essence	-60,00		
08/08	08/08	Prélèvement Orange	-120,00		
10/08	11/08	Virement Externe CPAM		15,00	
10/08	09/08	Chèque Loyer	-500,00		
15/08	14/08	Chèque Pizza	-125,00		
18/08	18/08	Prélèvement EDF	-80,00		
20/08	20/08	Prélèvement Impôt	-130,00		
23/08	23/08	Virement Interne Livret A		+300,00	
28/08	28/08	Virement Salaire		+1.500,00	
		Solde fin de mois			

1- Calculer les agios à payer par le client en tenant compte des dates de valeur
2- Le 31 août, la banque prélève les commissions d'interventions du mois. Quel est le montant prélevé ?

Partie 4 : Cas pratique sur le crédit

Vous recevez M. et Mme SYLLA. Ce couple marié sous le régime légal vous sollicite car monsieur souhaite faire l'acquisition d'un nouveau véhicule et il a entendu parler de votre campagne sur les prêts automobile à taux attractif.

Ils souhaitent acquérir le modèle Z4 de BMW soit un investissement de 42 000€.

M. et Mme SYLLA sont tous deux salariés d'OFMG SA depuis de nombreuses années. Monsieur est responsable communication et Madame travaille au service RH. Ils sont âgés respectivement de 35 et 30 ans et n'ont pas encore d'enfants.

Ressources annuelles

- Salaire Monsieur 35 500€

- Salaire Madame 22 000€

- Revenus fonciers 9 600€ (seulement 70% de ces revenus sont retenus pour le calcul de l'endettement).

Elaboré par : LA

- Dividendes d'actions 1 200€ (seulement 50% de ces revenus sont retenus pour le calcul de l'endettement).

Charges annuelles

- Crédit Immobilier 1 7 200€

- Crédit Immobilier 2 6 000€

Conditions bancaires : Crédit personnel (taux 5%) :

Échéance mensuelle pour 1 000 € empruntés

Sur 36 mois : 28.97 € Sur 48 mois : 22.03 € Sur 60 mois : 17.87 €

Assurance : 0,05% du capital emprunté par mois.

Frais de dossier : 1% du capital avec un minimum de 50€ et un maximum de 200€. Le taux d'endettement que votre établissement accepte lors du montage de crédit varie entre 33% et 35% pour les bons dossiers.

1- Faites l'étude de ce dossier : Taux d'endettement, capacité de remboursement, reste à vivre avant la réalisation de ce dossier.
2- Quelle proposition allez-vous faire à M. et Mme SYLLA (type de crédit, durée, montant de l'échéance et coût total du financement). Expliquez votre choix.
3- Donnez votre avis sur cette demande.

Si c'était nécessaire, quelle garantie pourriez-vous demander ?

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Sujet 4 : Examen 2 de la session 2021-2022

Partie 1 : COMPREHENSION DU COURS (QCM)

Répondre par Vrai ou Faux et justifier la réponse.

1. Le respect des normes de contrôle prudentiel ne garantit pas qu'une banque pourra faire face à ses risques.
2. La finance directe supprime les intermédiaires.
3. La titrisation consiste à transformer des créances bancaires en titres négociables.

Partie 2 : Questions DE REFLEXION à réponses courtes (QRC)

Répondre en quelques lignes dans un esprit de synthèse.

1. Peut-on vraiment affirmer que la Banque Centrale est la banque de l'État ?
2. Expliquez pourquoi la frontière entre actifs monétaires (au sens de M3) et actifs non monétaires est, en pratique, quelque peu arbitraire et parfois changeante.
3. Comment un établissement de crédit peut-il, concrètement, faire face à une insuffisance de ses fonds propres ?

Partie 3 : reglementation prudentielle

Soit le bilan simplifié d'une banque :

Établissement de crédit			
Actif		**Passif**	
Prêts interbancaires notés A+	150	Fonds propres	40
Prêts interbancaires non notés	30	Refinancement	150
Crédits aux ANF	180	Titres de créances négociables	300
Portefeuille de titres souverains notés AAA	230	Dépôts	250
Portefeuille de titres souverains notés BBB+	310	Emprunts interbancaires	170
Réserves obligatoires	10		
Total	**910**	**Total**	**910**

Sous Bâle II, l'approche standard fournit la pondération des risques par catégories d'actifs figurant au bilan, comme suit :

Serfalla SYLLA

Notations	AAA	A+	BBB+	BB+	Inférieur à B-	Non noté
Souverains	0 %	20 %	50 %	100 %	150 %	100 %
Banques	20 %	50 %	100 %	100 %	150 %	100 %

Les agents non financiers n'étant pas notés, ils sont affectés d'une pondération de 100 %. Les créances sur les administrations centrales et Banques centrales, supposées sans risque, sont affectées d'une pondération de 0 %.

a) Cette banque satisfait-elle au ratio de solvabilité de Bâle II ?

b) Que se passerait-il si, suite à une crise, les portefeuilles de titres souverains étaient tous dégradés à la catégorie inférieure ?

c) Quelles seraient les actions que la banque pourrait mettre en place ?

Partie 4 : AGREGATS MONETAIRES

On se propose de mesurer la quantité de monnaie en circulation dans une économie de la zone euro. Vous disposez de données sur la valeur des encours (en milliards d'euros, Mds) des actifs suivants à la fin de l'année n :

	Instruments et produits	Encours (Mds €)
A	Billets et pièces (BP)	24
B	Dépôts à vue (DAV)	96
C	Livret A (LA)	250
D	Livret de développement durable et solidaire (LDDS)	200
E	Plan épargne logement (PEL)	160
F	Compte à terme à 1 an (CAT_1)	110
G	Compte à terme à 3 ans (CAT_3)	61
H	Certificats de dépôts négociables (CDN)	56
I	OPCVM monétaires ($OPCVM_{M0}$)	142
J	OPCVM actions	49
K	Obligations à 2 ans (OBL_2)	84
L	Bons du Trésor à taux fixe (BDT)	78

1°) Quels produits font partie de l'agrégat M2-M1 ? Calculer l'encours de M2-M1.

2°) Dans l'ensemble constitué par M3-M2, que range-t-on ? Calculer l'encours de M3-M2.

3°) Calculer la valeur de M1.

rtalla SYLLA

4°) Déduire la valeur de M3.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Sujet 5 : Examen de rattrapage de la session 2021-2022

Partie 1 : COMPREHENSION DU COURS (QCM)

Répondre par Vrai ou Faux et justifier la réponse.

1. La titrisation consiste à transformer des créances bancaires en titres négociables.
2. Il y a création monétaire lorsqu'une banque achète des actions en bourse.

Partie 2 : Questions DE REFLEXION à réponses courtes (QRC)

Répondre en quelques lignes dans un esprit de synthèse.

1. Expliquez pourquoi la frontière entre actifs monétaires (au sens de M3) et actifs non monétaires est, en pratique, quelque peu arbitraire et parfois changeante.
2. L'indépendance de la Banque centrale.

Partie 3 : CAS PRATIQUE

On dispose des bilans suivants pour la Banque centrale et les établissements de crédit d'une économie fictive :

Bilan de la Banque centrale

Actif		Passif	
Réserves de change	3 000	Billets	2 000
Refinancement des banques	8 000	Réserves des banques	10 000
Créances sur le Trésor public	1 000		

Bilan des banques de second rang

Actif		Passif	
Réserves à la Banque centrale	10 000	Dépôts à vue	4 000
Crédits aux agents non financiers	5 000	Dépôts à terme	8 000
Portefeuille de titres détenus	25 000	Certificats de dépôt négociables	6 000
		Refinancement	8 000
		Fonds propres	14 000

1. Rappelez la définition de la base monétaire et calculez sa valeur.

2. Construisez le bilan consolidé du système bancaire de cette économie et déduisez de ce bilan les contre parties de la masse monétaire au sens large.

3. Calculez la valeur de l'agrégat M3 sachant que la moitié des dépôts à terme présente une durée inférieure à deux ans et que 60 % des certificats de dépôt négociables sont d'une durée supérieure à deux ans.

4. Déterminez la valeur du multiplicateur de crédit et donnez-en une interprétation économique.

5. Compte tenu des valeurs observées pour les différents postes de l'actif et du passif, à quel type de banque peuvent être rattachés les établissements de crédit de cette économie ?

6. Calculez enfin la marge d'intérêt (en pourcentage) du système bancaire sachant que les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs pour les différents éléments du bilan sont les suivants :

− réserves à la Banque centrale : 1 % ;

− crédits à la clientèle : 6 % ;

− portefeuille de titres : 8 % ;

− dépôts à vue : 1 % ;

− dépôts à terme : 3 % ;

− certificats de dépôt négociables : 3 % ;

− refinancement : 1,5 % ;

− fonds propres : 2 %.

Elaboré par Kerfalla SYLLA

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE ---- 1
INTRODUCTION ---- 2
I. Pourquoi une approche spécifique pour les fonctionnaires ? ---- 2
II. Les enjeux du triangle Trésor - BCRG - banques primaires ---- 2
PARTIE 1 : L'ÉTAT ET LE SYSTÈME BANCAIRE : FLUX ET MOYENS DE PAIEMENT ---- 3
I. L'État, client institutionnel des banques primaires ---- 3
A. La collecte des recettes ---- 3
1. Encaissement délégué ---- 3
2. L'enjeu du nivellement ---- 3
3. Optimisation ---- 3
B. L'exécution des dépenses ---- 3
1. Paiement des fournisseurs ---- 3
2. Prestations sociales ---- 3
II. La bancarisation des agents de l'État ---- 4
A. Sécurisation et traçabilité ---- 4
1. Élimination des fonctionnaires fantômes ---- 4
2. Sécurisation de la masse salariale ---- 4
B. Impact sur la liquidité bancaire ---- 4
1. Injection de liquidités ---- 4
2. Effet sur les taux ---- 4
III. Les infrastructures de marché et moyens de paiement ---- 4
A. Le système RTGS ---- 4
1. L'autoroute financière ---- 4
2. Usage ---- 5
B. La compensation ---- 5
1. Traitement par lots ---- 5
2. Efficacité ---- 5
C. Digitalisation et inclusion financière ---- 5
1. Mobile Money ---- 5
2. Inclusion financière ---- 5

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Cas pratiques---------- 6
Exercice 1 : Cartographie des flux du compte unique du Trésor (CUT)---------- 6
Exercice 2 : Diagnostic du circuit de paiement---------- 6
Exercice 3 : Arbitrage RTGS vs ACH---------- 6
Exercice 4 : Impact de la bancarisation---------- 6
Exercice 5 : Modernisation et mobile money ---------- 6
PARTIE 2 : LE COMPTE UNIQUE DU TRÉSOR (CUT) À LA BCRG ---------- 7
I. L'architecture et les fondements du CUT---------- 7
A. Le principe d'unicité---------- 7
1. Centralisation---------- 7
2. Unité de trésorerie ---------- 7
3. Contrôle ---------- 7
B. Structure technique ---------- 8
1. Le Compte pivot---------- 8
2. Les Comptes de passage---------- 8
3. Le mécanisme d'écrêtage ---------- 8
II. Les enjeux économiques de la centralisation ---------- 8
A. Optimisation de la trésorerie ---------- 8
1. Économie de coûts---------- 8
2. Réduction des frais ---------- 8
B. Maîtrise de la dette à court terme---------- 8
3. Efficacité des émissions---------- 8
4. Ajustement des besoins ---------- 8
III. L'interaction avec la politique monétaire---------- 9
Cas pratiques---------- 10
Exercice 1 : Cartographie de l'écrêtage ---------- 10
Exercice 2 : Simulation « Zéro Balance Account » ---------- 10
Exercice 3 : Gouvernance et audit ---------- 10
Exercice 4 : Analyse d'impact sur la liquidité bancaire (La Ponction) ---------- 10
Exercice 5 : Gestion de Crise – Incident de nivellement et risque de signature -------- 10
Exercice 6 : Analyse d'un cas de « fonds dormants » ---------- 11
Exercice 7 : Gestion d'un choc de liquidité lié au CUT ---------- 11

Elaboré par Kerfalla SYLLA

Exercice 8 : Arbitrage entre trésorerie disponible et émission de Bons du Trésor------12
Exercice 9 : Impact du CUT sur la liquidité bancaire ----------13
Exercice 10 : Simulation de gestion quotidienne du CUT----------13
PARTIE 3 : LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS : MÉCANIQUES DE FINANCEMENT--------15
I. Les instruments de la dette souveraine en Guinée ----------15
A. Les bons du Trésor par adjudication (BTA)----------15
B. Les obligations du Trésor (OTA)----------15
II. Le processus d'adjudication à la BCRG ----------15
A. Le mécanisme hollandais (prix multiples) ----------15
1. Fonctionnement ----------15
2. Sélection ----------15
3. Calcul du prix d'un bon ----------15
B. Le taux marginal----------16
C. Comparaison : Adjudication Hollandaise vs Française ----------16
III. Les acteurs du marché----------16
A. Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) ----------16
B. L'effet d'éviction----------16
Cas pratiques----------17
Exercice 1 : Adjudication de BTA (200 Mds GNF) ----------17
Exercice 2 : Calcul mathématique – Le prix d'un bon du Trésor (BTA) ----------17
Exercice 3 : Simulation d'adjudication----------18
Exercice 4 : Calcul de prix d'un BTA----------18
Exercice 5 : Calcul du coût d'opportunité ----------18
Exercice 6 : Analyse d'adjudication----------18
Exercice 7 : L'effet d'éviction----------19
Exercice 8 : Stratégie SVT----------19
PARTIE 4 : LA BCRG : RÉGULATEUR, SUPERVISEUR ET CONSEILLER----------20
I. Les missions de la Banque Centrale ----------20
A. Émission monétaire ----------20
1. Gestion fiduciaire ----------20
2. Confiance et sécurité ----------20
B. Stabilité des prix ----------20

Elaboré par Kerfalla SYLLA

1. Contrôle de l'inflation ---- 20
2. Mécanisme de transmission ---- 20
II. La supervision et la loi bancaire ---- 20
A. L'agrément ---- 20
1. Pouvoir de décision ---- 20
2. Filtrage ---- 21
B. La réglementation prudentielle ---- 21
1. Normes de Bâle ---- 21
2. Ratio de Solvabilité ---- 21
C. Prêteur en dernier ressort ---- 21
1. Urgence de liquidité ---- 21
2. Conditions de l'aide ---- 21
III. La lutte contre la criminalité financière ---- 21
Cas pratiques ---- 22
Exercice 1 : Quiz de supervision prudentielle ---- 22
Exercice 2 : Vérification de solvabilité ---- 22
Exercice 3 : Cas de conformité LBC-FT ---- 22
Exercice 4 : La gestion des crises (Prêteur en dernier ressort) ---- 22
Exercice 5 : Analyse de la Loi bancaire ---- 22
Exercice 6 : Pilotage de la stabilité des prix et transmission monétaire ---- 22
Exercice 7 : Supervision prudentielle et diagnostic de solvabilité ---- 23
Exercice 8 : conformité LBC-FT et intégrité financière ---- 23
Exercice 9 : Gestion de crise et prêteur en dernier ressort ---- 24
PARTIE 5 : COORDINATION POLICY-MIX ET ENJEUX STRATÉGIQUES ---- 25
I. L'interaction budget-monnaie ---- 25
A. L'Équation de Fisher ---- 25
B. Coordination institutionnelle ---- 25
1. Comité de Politique Monétaire (CPM) ---- 25
2. Comité de cadrage ---- 25
II. L'indépendance et responsabilité ---- 25
1. Pourquoi l'indépendance ? ---- 25
2. Responsabilité ---- 26

Elaboré par Kerfalla SYLLA

III. Les perspectives : Vers la MNBC ---- 26
Cas pratiques ---- 27
Exercice 1 : Analyse de scénario – Le policy-mix ---- 27
Exercice 2 : Application de l'équation de Fisher ---- 27
Exercice 3 : Transmission du taux directeur ---- 27
Exercice 4 : Débat sur l'indépendance ---- 27
Exercice 5 : Étude de cas MNBC (monnaie numérique) ---- 27
Exercice 6 : Le choc inflationniste et l'identité de Fisher ---- 28
Exercice 7 : Arbitrage stratégique – Marché vs Planche à billets ---- 28
Exercice 8 : La Cascade des taux et la transmission monétaire ---- 28
Exercice 9 : Souveraineté digitale et MNBC ---- 29
CONCLUSION ---- 30
ANNALES DES ANCIENS SUJETS ---- 31
Sujet 1 : Examen 1 de la session 2020-2021 ---- 31
Sujet 2 : Examen 2 de la session 2020-2021 ---- 32
Sujet 3 : Examen 1 de la session 2021-2022 ---- 34
Sujet 4 : Examen 2 de la session 2021-2022 ---- 37
Sujet 5 : Examen de rattrapage de la session 2021-2022 ---- 40
TABLE DES MATIERES ---- 42

Elaboré par Kerfalla SYLLA